



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA COHESION SOCIALE
POLE DE L' ENVIRONNEMENT/BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES.
DAECS-PE-BIC-CT-N°2007- 237

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de LEFOREST

SOCIETE VALNOR

ARRETE IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'activité des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 9 juillet 2007 portant nomination de M. Rémi CARON en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 avril 2003 modifié le 21 mai 2007 ayant autorisé la Société VALNOR à exploiter une unité de valorisation du Biogaz sur le site du CET de LEFOREST ;

VU la demande présentée par la Société VALNOR dont le siège social est 5, rue de Courtalin Magny le Hongre 77703 MARNE LA VALLEE Cedex 4 en vue d'être autorisée à procéder à l'extension de son unité de valorisation du Biogaz sur le site du CET de LEFOREST ;

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées en date du 2 juillet 2007 ;

VU l'envoi des propositions de M. l'inspecteur des installations classées au pétitionnaire en date du 13 août 2007 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 13 septembre 2007 à la séance duquel le pétitionnaire était absent ;

CONSIDERANT que cette extension n'apporte pas de modification notable dans les conditions d'exploitation de l'ensemble de l'établissement ;

CONSIDERANT qu'il s'avère nécessaire d'imposer des prescriptions complémentaires relatives à cette extension ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 20 septembre 2007 ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas formulé d'observation dans le délai réglementaire ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-10-200 du 30 juillet 2007 portant délégation de signature

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais

ARRETE :

ARTICLE 1er

La Société VALNOR dont le siège social est 5, rue de Courtalin -Magny le Hongre- 77703 MARNE LA VALLEE Cedex 4 est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de son installation de valorisation du biogaz du centre d'enfouissement technique rue de l'Egalité à 62790 LEFOREST.

ARTICLE 2 - MODIFICATION DE L'ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION DU 16 AVRIL 2003:

L'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2003 repris en article 19.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2007 est modifié de la façon suivante :

19.1- Le dispositif de valorisation du biogaz est classé comme suit :

NATURE DE L'ACTIVITE	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	AS-A-D-NC
Moteur à combustion utilisant du biogaz comme combustible. 1 moteur : puissance thermique maximale : 2692 KW 1 moteur : puissance thermique maximale : 2096 KW	Sans (installation connexe au CET)	NC

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement :

-La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif,

-Le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de quatre ans pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 4:

L'établissement sera soumis à l'inspection de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées chargé de veiller à ce que les conditions prescrites soient observées en tous temps, ainsi qu'à celle de M. le Directeur Départemental des Service d'Incendie et de Secours, plus spécialement chargé de la surveillance en ce qui concerne les dangers d'incendie.

ARTICLE 5 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie de LEFOREST et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de cette installation sera affiché à la Mairie de LEFOREST pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de cette commune.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

ARTICLE 7 : EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Sous Préfet de LENS et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la Société VALNOR. et dont une copie sera transmise à M. le Maire de LEFOREST.

Arras le,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

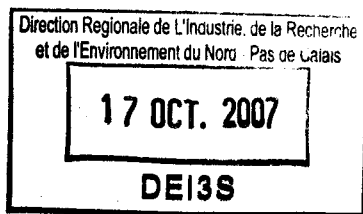
12 OCT. 2007



Patrick MILLE

Copie destinée à :

- M. le Directeur de la Société VALNOR 5, rue de Courtelin 77703 MARNE LA VALLEE Cedex 4
- M. le Sous Préfet de LENS
- M. le Maire de LEFOREST
- M. le Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement à DOUAI
- Dossier
- Chrono



1 ex
Transmis à M. Le Cher
du G.S. de : Bèthune
pour
Douai, le
P/Le Directeur